

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 20 JANVIER 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 25/35</b>  <b>PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL - DEGRADATION BIEN PRIVE DU FAIT DU SYSTEME RACINAIRE D'UN ARBRE SUR LE DOMAINE PUBLIC A LA CRAU - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/35**

**BUREAU DU 20 JANVIER 2025**

**O B J E T : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL -  
DEGRADATION BIEN PRIVE DU FAIT DU SYSTEME  
RACINAIRE D'UN ARBRE SUR LE DOMAINE PUBLIC A  
LA CRAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article 2044 du Code Civil,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la requête n°2302869-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Toulon par Monsieur ROUGEAUX sollicitant la condamnation de la Métropole suite à des dommages sur son bien du fait de la progression racinaire d'un arbre implanté sur le domaine public,

**VU** l'ordonnance du Tribunal Administratif de Toulon désignant Madame TRUC comme médiatrice,

**VU** le compte-rendu de la société VEGETECH de la visite du 19 juillet 2024 établissant un lien de causalité entre les dommages allégués par Monsieur ROUGEAUX et la présence de l'arbre situé sur le domaine public de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le projet de protocole d'accord transactionnel joint en annexe,

**CONSIDERANT** que Monsieur ROUGEAUX, propriétaire d'une maison sise 1 rue du Rubis sur la Commune de La Crau (83260), a subi des désordres du fait de la prolifération du système racinaire d'un pin situé sur la voie publique,

**CONSIDERANT** qu'en l'absence d'expertise contradictoire amiable, la Métropole a pris une décision expresse de rejet de la demande d'indemnisation par courrier du 25 juillet 2023,

**CONSIDERANT** que Monsieur ROUGEAUX alors déposé une requête le 7 septembre 2023 devant le Tribunal Administratif de Toulon contestant le refus de la Métropole et sollicitant notamment la réparation intégrale du préjudice, ainsi que l'abattage de l'arbre sous astreinte,

**CONSIDERANT** que les parties ont accepté la médiation proposée par le Tribunal Administratif de Toulon,

**CONSIDERANT** qu'au cours des opérations de médiation, un lien de causalité direct et certain a été établi entre la présence de l'arbre situé sur le domaine public appartenant à la Métropole et les désordres constatés sur le bien de Monsieur ROUGEAUX selon le compte-rendu de visite du 19 juillet 2024 établi par la société VEGETECH,

**CONSIDERANT** que la responsabilité de la Métropole est ainsi engagée à hauteur des dommages vérifiés,

**CONSIDERANT** que Monsieur ROUGEAUX s'engage à procéder à un désistement d'instance et d'action contre la Métropole en contrepartie de l'abattage de l'arbre litigieux et du paiement de la somme globale de 4 006 € TTC décomposée comme suit :

- 3 298 € TTC au titre de la réfection du mur selon devis de la société KCK SERVICES ;
- 288 € TTC au titre des frais d'avocat ;
- 420 € TTC correspondant à la facture de la société VEGETECH.

**CONSIDERANT** que le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin, par l'abattage de l'arbre et le paiement de la somme de 4 006 € à Monsieur ROUGEAUX par la Métropole, au différend qui les oppose, et de prévenir tout litige à naître.

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer le protocole transactionnel ci-joint.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits à l'opération N°23 article N°65888, Budget principal 2024.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

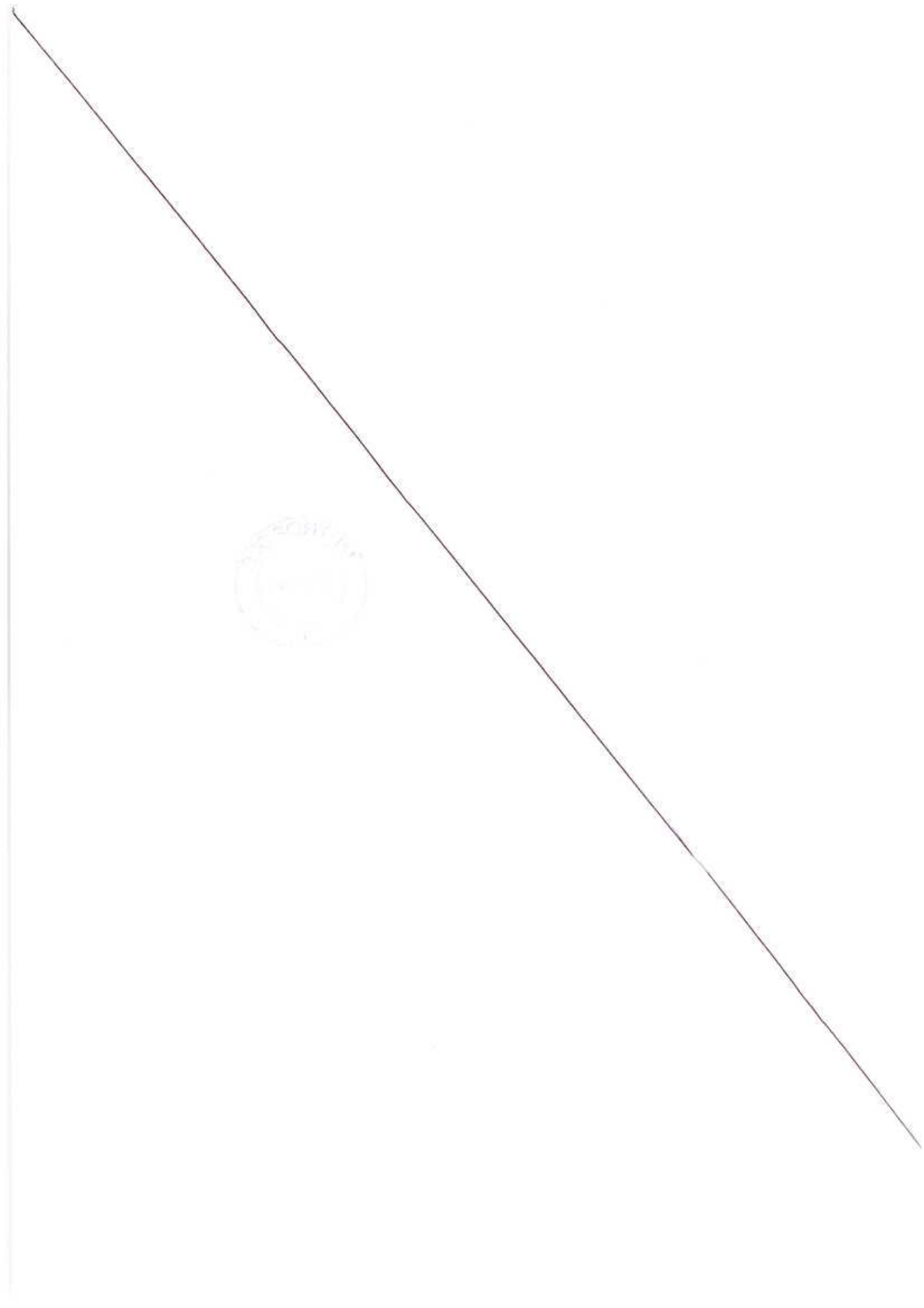
Fait à Toulon, le 20 janvier 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**Maître Philippe NEWTON**

27 Place Albert 1<sup>er</sup>

83000 TOULON

Toque 301

Tél : 09.79.27.32.50

Fax : 04.94.62.38.49

Mail : philippenewton.avocat@gmail.com

Affaire : ROUGEAUX (PACIFICA) / TPM

Dossier n° : 023180

Tribunal Administratif de Toulon

**REQUÊTE AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON**

**A LA REQUÊTE DE :**

**Monsieur Sébastien ROUGEAUX**, né le 01/01/1976 à AUXERRE (89), de nationalité française, demeurant et domicilié 1 rue du Rubis, 83260 LA CRAU,

Ayant pour avocat, **Maître Philippe NEWTON**, Avocat au Barreau de TOULON demeurant 27 Place ALBERT 1er 83000 TOULON.

**CONTRE :**

La **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM)**, dont le siège social est situé Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9, représentée par son Président en exercice,

**CONTRE :**

La **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM)**, dont le siège social est situé Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9, représentée par son Président en exercice,

\*\*\*

**A l'encontre de la décision de rejet de la demande d'indemnisation de Monsieur ROUGEAUX selon décision du 25 juillet 2023 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.**

## PLAISE AU TRIBUNAL

### A) LES FAITS :

Monsieur ROUGEAUX est propriétaire d'une villa 1 rue du Rubis, 83260 LA CRAU et subit des désordres du fait de la prolifération du système racinaire d'un pin sis sur la voie publique à moins de 2 mètres de son fonds.

Son mur d'enceinte se fissure et se désolidarise de son angle et menace ruines.

Il ressort de nombreux clichés versés à la procédure, non seulement l'existence de cette prolifération, mais également l'axe direct de la prolongation des racines à l'endroit du dommage. **(Pièce 6)**

C'est dans ces conditions que la compagnie PACIFICA a adressé deux courriers en date des 8 mars 2023 et 24 avril 2023 à TMP aux fins de procéder à une demande amiable de prise en charge accompagnée d'un devis de réparation. **(Pièce 2, 3 et 4)**

**Selon lettre du 25 juillet 2023**, la Métropole a rejeté la demande d'indemnisation en contestant le caractère anormal et spécial du préjudice de Monsieur ROUGEAUX, ainsi que le lien de causalité entre l'ouvrage, le pin litigieux et les dommages **en l'absence de photographies** ou de rapport d'expertise.

Or, ces pièces avaient bien et déjà été adressées à TPM.

C'est dans ces conditions que selon lettre comminatoire en date du 23 août 2023, le Conseil de Monsieur ROUGEAUX a à nouveau mis en demeure TPM d'avoir à reconnaître sa responsabilité et prendre en charge le devis présenté (vu l'évidence de cette responsabilité) **(pièce 5)**.

En vain.

### B) EN DROIT :

La responsabilité de l'administration, à raison des dommages que les arbres implantés sur les voies publiques causent aux propriétés riveraines, est reconnue depuis longtemps par la jurisprudence administrative.

Il a pu être jugé la responsabilité de l'administration concernant des désordres causés à l'immeuble d'un particulier par les racines d'un platane qui ont soulevé la dalle et le carrelage de deux pièces d'habitation (cour administrative d'appel de BORDEAUX du 21/11/2002 – MERCIER, Juris-Data n°2002-212082).



Il a également pu être jugé que le développement racinaire de peupliers implantés sur le trottoir d'une voie publique, ce qui est le cas ici, et sur une propriété qui a provoqué des mouvements de terrain et la déstabilisation des structures d'une mise en habitation entraîne la responsabilité de l'administration (cour d'appel de BORDEAUX du 02/11/2006, n°2BX00021).

En l'espèce, il conviendra d'appliquer le régime de la responsabilité sans faute du fait d'un dommage causé à un tiers par un ouvrage public, qu'il s'agit ici d'un arbre implanté sur la voie publique.

Le lien de causalité est évident au regard des soulèvements du trottoir à de nombreux endroits et précisément en direction du mur sous lequel cheminent des racines qui le soulèvent.

Force est de constater que vu l'implantation de l'ouvrage, Monsieur ROUGEAUX est le seul administré impacté par cet ouvrage constituant de fait la spécialité du préjudice.

De plus, il ne saurait être contesté que la fissuration d'un mur soulevé par un système racinaire d'un ouvrage public constitue un préjudice d'une certaine gravité.

Ici, les fissures compromettent la stabilité du mur. **(pièce 6)**

Il serait particulièrement préjudiciable d'attendre un basculement pour non seulement procéder à l'entretien de l'arbre dont s'agit, mais également de la prise en charge de la réparation.

C'est la raison pour laquelle il conviendra de dire et juger que l'administration a engagé sa responsabilité et en conséquence de condamner TPM à verser à Monsieur ROUGEAUX la somme de 2 330 € correspondant au devis de réfection de la clôture avec un renfort béton. **(pièce 5)**

Il conviendra de condamner sous astreinte de 50€ par jour de retard la Métropole à supprimer le système racinaire progressant sous le mur de Monsieur ROUGEAUX afin d'éviter la répétition des dommages.

Il serait enfin inéquitable de laisser à la charge de Monsieur ROUGEAUX les frais irrépétibles qu'il a dû engager pour assurer sa défense dans la présente procédure.

Il conviendra de condamner la Métropole au paiement de la somme de 2 500 € en application de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

### **PAR CES MOTIFS**

Et sous réserve de tous autres à produire, déduire ou suppléer, au besoin d'office, le requérant a l'honneur de conclure qu'il plaise au tribunal administratif de Toulon :

ANNULER la décision de rejet opposée par la Métropole TPM en date du 25 juillet 2023;

CONDAMNER la Métropole TPM à verser à Monsieur ROUGEAUX la somme de 2 330 € correspondant au devis de réfection de la clôture avec un renfort béton

CONDAMNER la Métropole TPM à supprimer le système racinaire progressant sous le mur de la propriété du requérant sise 1 rue du Rubis à La Crau, dans le délai d'un mois à compter de la notification du jugement à intervenir, sous astreinte de 50 euros par jour de retard, par application des articles L. 911-1 et L. 911-3 du code de justice administrative;

CONDAMNER la Métropole TPM à verser au requérant la somme de 2.500 euros au titre des frais exposés et non compris dans les dépens, sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

**SOUS TOUTES RESERVES**

Fait à Toulon, le 7 septembre 2023

Maître Philippe NEWTON



**TRIBUNAL ADMINISTRATIF**

**DE TOULON**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Le président de la 3<sup>ème</sup> chambre

ORDONNANCE du 7 mars 2024

Dossiers de fond : n° **2302869-3**

Dossier de médiation : n° 2400770-3

*(à rappeler dans toutes correspondances)*

Monsieur ROUGEAUX Sébastien / METROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE

Vu la procédure suivante :

Par la requête enregistrée sous le numéro 23002869, M. Sébastien Rougeaux, représenté par Me Newton, a notamment demandé au tribunal d'enjoindre à la Métropole TPM de supprimer le système racinaire progressant sous le mur de sa propriété et de condamner la Métropole à lui verser la somme de 2 330 euros correspondant au devis de réfection de la clôture avec un renfort béton.

Dans le cadre de cette instance, les parties ont été invitées à se prononcer sur l'opportunité de recourir à une médiation, en application de l'article L. 213-7 du code de justice administrative.

Par un courrier, enregistré le 21 septembre 2023, la Métropole Toulon Provence Méditerranée déclare accepter le recours à une médiation.

Par un courrier, enregistré le 8 janvier 2024, M. Rougeaux déclare aussi accepter le recours à une médiation.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu le code de justice administrative.

Considérant ce qui suit :

1. Aux termes de l'article L. 213-1 du code de justice administrative : « *La médiation (...) s'entend de tout processus structuré, qu'elle qu'en soit la dénomination, par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide d'un tiers, le médiateur, choisi par elles ou désigné, avec leur accord, par la juridiction.* ».

2. D'une part, aux termes de l'article L. 213-7 du même code : « *Lorsqu'un tribunal administratif (...) est saisi d'un litige, le président de la formation de jugement peut, après avoir obtenu l'accord des parties, ordonner une médiation pour tenter de parvenir à un accord entre celles-ci.* ». Aux termes de l'article L. 213-8 du même code : « *Lorsque la mission de médiation est confiée à une personne extérieure à la juridiction, le juge détermine s'il y a lieu d'en prévoir la rémunération et fixe le montant de celle-ci. / Lorsque les frais de la médiation sont à la charge des parties, celles-ci déterminent librement entre elles leur répartition. / A défaut d'accord, ces frais sont répartis à parts égales, à moins que le juge n'estime qu'une telle répartition est inéquitable au regard de la situation économique des parties. (...)* ».

3. D'autre part, aux termes de l'article R. 213-9 du même code : « *Le médiateur peut, avec l'accord des parties et pour les besoins de la médiation, entendre les tiers qui y consentent. / Le médiateur tient le juge informé des difficultés qu'il rencontre dans l'accomplissement de sa mission. / Le juge met fin à la médiation à la demande d'une des parties ou du médiateur. Il peut aussi y mettre fin d'office lorsque le bon déroulement de la médiation lui apparaît compromis.* ».

4. Il apparaît utile d'organiser une médiation entre les parties afin de rechercher dans de brefs délais une solution au différend les opposant. Cette mission sera réalisée dans les conditions fixées aux articles 1 à 5 de la présente ordonnance.

## ORDONNE

Article 1<sup>er</sup> : Mme Stéphanie TRUC ([stephanietrucmediation@gmail.com](mailto:stephanietrucmediation@gmail.com)) est désignée comme médiatrice dans le litige opposant M. Sébastien Rougeaux à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. La médiatrice pourra en cas de nécessité s'adjoindre un co-médiateur, à charge pour elle d'en informer les parties.

Article 2 : Cette désignation est faite pour une durée de 3 mois, renouvelable une fois à la demande de la médiatrice pour le parfait achèvement de sa mission.

Article 3 : La médiation se déroulera dans les locaux désignés par la médiatrice. Celle-ci pourra, avec l'accord des parties et pour les besoins de sa mission, entendre les tiers qui y consentent.

Article 4 : Les parties détermineront librement entre elles la répartition des frais de la médiation. A défaut d'accord, ces frais sont répartis à parts égales, à moins que le juge n'estime qu'une telle répartition est inéquitable au regard de la situation économique des parties.

Article 5 : Au terme du délai de 3 mois à compter de la notification de la présente ordonnance, la médiatrice informera le tribunal de ce que les parties sont ou non parvenues à un accord sur tout ou partie du litige, en application de l'article L. 213-9 du code de justice.

Article 6 : La présente ordonnance sera notifiée à M. Sébastien Rougeaux, à la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à Mme Stéphanie TRUC, médiatrice.

Fait à Toulon le 7 mars 2024.

Le président de la 3<sup>ème</sup> chambre

Signé

Ph. HARANG





# VEGETECH

## LES TECHNICIENS DU JARDIN

Karine et Olivier PANCHAUD  
33, chemin de la Source  
83 260 LA CRAU

Tél: 04 94 03 09 23 Fax: 04 94 03 45 07  
Karine : 06 61 16 24 88 - Olivier : 06 20 82 62 31

www.vegetech-jardins.com  
e-mail : infos@vegetech-jardins.com

### COMPTE RENDU D'ETUDE

Visite du 19 juillet 2024

#### 1/Contexte de l'étude:

Mme Panchaud a été mandatée par M. Rougeaux et la Métropole de Toulon sur choix et décision conjointe.

Le but de l'étude est de déterminer si le système racinaire d'un pin est à l'origine de désordres affectant le mur de la propriété de Monsieur Rougeaux.

L'étude est réalisée le 19 juillet 2024 en présence des deux parties sur un pin implanté sur le domaine public (trottoir) à proximité du mur de clôture de M. Rougeaux (1 rue du Rubis 83260 LA CRAU).

#### 2/Observations de terrain:

Lors de l'arrivée sur site, il est constaté la présence à deux mètres (distance mesurée du centre du tronc à la base du mur) du mur d'enceinte d'un pin parasol (*Pinus pinea*) et d'une touffe de laurier rose.

Cet arbre est situé en dehors de la propriété, du côté de la rue, en bord de trottoir, à proximité d'un local électrique et d'un regard du tout à l'égout.



Fissuration et bossèlement

C'est un sujet sub adulte n'ayant pas encore atteint sa pleine maturité (diamètre du tronc 58 cm environ, 10m80 de hauteur, plateau non encore formé au niveau du houppier).

Cet arbre est fortement exposé au vent dominant (mistral) il est légèrement incliné et a organisé son système racinaire en compression pour y résister. De fait une grande partie des racines se situent le long du mur et dans l'axe avant du portail.

On note dans cette zone une fissuration du goudron du trottoir et son bossèlement.

Une portion de trottoir a été décroulée, sous le goudron une importante couche de ballast est présente et des racines de diamètre moyen sont observables.

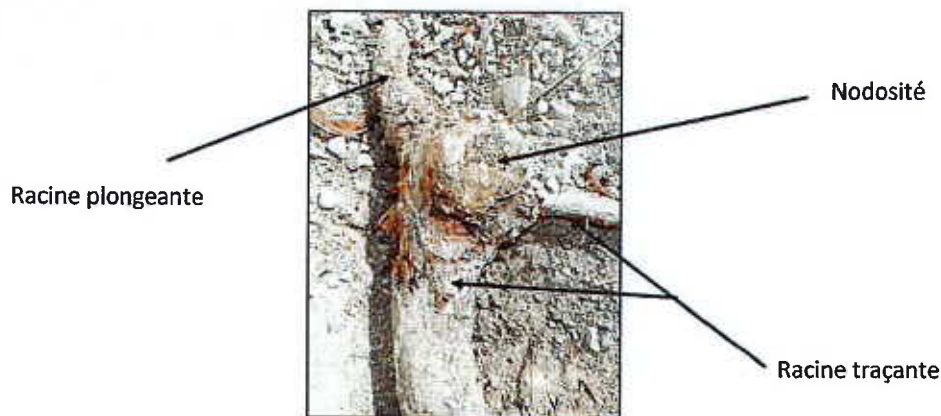
KP

Il est décidé de vérifier la nature des racines présentes au niveau du regard du tout à l'égout situé entre le tronc et le mur d'enceinte à proximité du portail.

Un morceau d'écorce de racine est prélevé, il présente toutes les caractéristiques d'une écorce de pin, ainsi que l'odeur caractéristique de résine.



L'étude approfondie de la racine située au niveau du regard du tout à l'égout montre qu'elle présente la morphologie caractéristique d'une racine de pin: une racine traçante avec une nodosité et une bifurcation et une racine plongeante qui lors de sa croissance évoluera en bécaille afin d'assurer l'ancrage de l'arbre.



Lors de l'étude, après accord de M. Rougeaux, une exploration est effectuée dans sa propriété derrière le mur d'enceinte côté portail. De jeunes racines et radicelles remontantes sont détectées. Elles sont identifiées de par leur couleur rougeâtre et leur odeur de résine comme appartenant au pin.

### 3/ Interprétation des données:

D'un point de vue biologique, l'enracinement des pins présente les caractéristiques suivantes:

- une racine en pivot (ancrage épigée à l'aplomb de la souche)
- une couronne de racines traçantes pouvant porter des pivots secondaires.

Les études réalisées sur les développement de système racinaire chez les pins (Inra/Cirad, Laboratoire Jodrell du jardin botanique Royal de Kew en Angleterre) montrent que la zone d'influence géotechnique des racines traçantes chez les pins peut provoquer des dégâts dans un rayon égal à une fois et demi sa hauteur à maturité.

Les pins (arbre de haute futaie) sont de ce fait peu recommandés en plantation à proximité des bâtiments ou voiries car ils peuvent occasionner des dégâts à une grande distance.

Ici le pin n'est pas à maturité, mais il provoque de par sa taille et son enracinement en compression des dégâts au niveau du mur d'enceinte et du revêtement dans l'axe avant du portail. En grandissant, le phénomène va encore s'accroître, jusque dans des zones plus lointaines du tronc. Les racines ont déjà franchi le niveau du mur (racines et radicelles observées dans la propriété de M. Rougeaux) et elles continueront à exploiter le milieu au fur et à mesure de la croissance de l'arbre.

### 4/ Conclusions

Les observations réalisées montrent donc que l'origine des dégâts sur le bâti est attribuable au pin situé en limite de propriété.

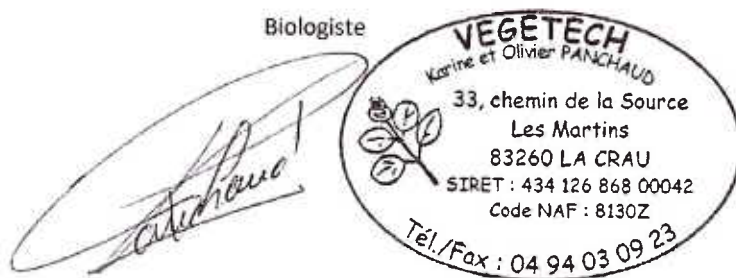
Son système racinaire traçant s'est développé à l'interface ballast/sol, provoquant la déformation et le soulèvement des matériaux (goudron, murs)

L'arbre encore jeune a une grande vigueur racinaire, il risque de réaliser d'autres dégâts sur le bâti (à des distances encore plus importantes du tronc), et les altérations déjà visibles vont s'amplifier avec l'augmentation du volume racinaire.

Pour VEGETECH

Karine Panchaud

Biologiste





## **PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL**

### **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**Monsieur Sébastien ROUGEAUX**, né le 01/01/1976 à AUXERRE (89), de nationalité française, demeurant et domicilié 1 rue du Rubis, 83260 LA CRAU,

Ayant pour avocat, **Maître Philippe NEWTON**, Avocat au Barreau de TOULON demeurant 27 Place ALBERT 1er 83000 TOULON.

D'une part

### **ET**

La **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM)**, dont le siège social est situé Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9, représentée par son Président en exercice,

D'autre part

\*\*\*\*\*

### **Préambule :**

Les parties se sont rapprochées et ont décidé de ce qui suit :

Selon requête enregistrée sous le N°2302869-3, Monsieur ROUGEAUX a saisi le Tribunal Administratif de Toulon, d'une demande tendant à voir :

- annuler une décision de rejet opposée par la Métropole TPM en date du 25 juillet 2023,
- condamner la Métropole TPM à lui verser une somme de 2 330 € correspondant au devis de réfection de la clôture avec un renfort béton,
- ordonner la suppression du système racinaire d'un arbre progressant sous le mur de sa propriété sise 1 rue du Rubis à La Crau, dans le délai d'un mois à compter de la notification du jugement à intervenir, sous astreinte de 50 euros par jour de retard, par application des articles L. 911-1 et L. 911-3 du code de justice administrative ;
- condamner la Métropole TPM à lui verser une somme de 2.500 euros au titre des frais exposés et non compris dans les dépens, sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Selon proposition de médiation du Tribunal Administratif en date du 8 septembre 2023, acceptée par les parties, Madame Stéphanie TRUC, Médiatrice, a été désignée.

Au terme d'une expertise conjointe, le lien de causalité du système racinaire de l'arbre et les désordres a été démontré.

C'est la raison pour laquelle les parties conscientes du préjudice que leur occasionnerait la poursuite d'un contentieux, se sont rapprochées dans le cadre de concessions réciproques et ont décidé ce qui suit :

### **IL EST CONVENU :**

#### **Article 1 : Engagement de Monsieur ROUGEAUX :**

Monsieur ROUGEAUX s'engage à procéder à un désistement d'instance et d'action devant le tribunal Administratif de Toulon de la procédure ci-avant visée, sous réserve de la parfaite exécution des engagements de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM).

Un mémoire de désistement sera établi en ce sens dès régularisation du protocole et du paiement de ses causes.

#### **Article 2 : Engagement de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM) :**

La METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM) s'engage à procéder à l'abattage de l'arbre litigieux et la neutralisation du système racinaire avant le 31 décembre 2024 de sorte qu'aucun nouveau désordre ne puisse se reproduire.

Par ailleurs, la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM) s'engage à verser sur le compte CARPA dont le RIB est joint à la transaction la somme de **3 298,00 € TTC** (*trois mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros*) au titre de la réfection du mur selon devis de la société KCK SERVICES également joint à la présente transaction.

Enfin la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM) s'engage à verser la somme de **590 € HT soit 708 € TTC** (*sept cent huit euros*) au titre des frais de procédure comprenant forfaitairement les frais d'avocat limités au titre des concessions réciproques à la somme de 240 € HT soit 288 € TTC, mais également les frais de la mesure d'instruction, à savoir facture VEGETECH de 350 € HT soit 420 € TTC (en annexe), financée par la Compagnie PACIFICA, à charge de Monsieur ROUGEAUX de reverser ladite somme à PACIFICA.

Un mémoire d'acceptation de désistement d'instance et d'action sera également établi dans le cadre de l'instance pendante.

#### **Article 3 : Engagements réciproques :**

En conséquence de ce qui précède, une fois l'accord parfaitement exécuté par Monsieur Sébastien ROUGEAUX et la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

(TPM), les parties renoncent réciproquement, irrévocablement et définitivement à toutes contestations nées ou à naître, et à toute action à caractère judiciaire ou trouvant directement ou indirectement son origine dans les désordres relatés ci-avant.

Monsieur Sébastien ROUGEAUX reconnaît que plus aucune contestation ne l'oppose à la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM) du chef de l'arbre litigieux.

Réciproquement, Monsieur Sébastien ROUGEAUX et la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM) reconnaissent que plus aucune contestation ne les oppose et que les présentes ont mis fin aux différends précités.

#### **Article 4 : Confidentialité :**

Compte tenu du caractère confidentiel des commentaires effectués ci-dessus, et sauf demande exprès, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou de toute autre demande, des URSSAF, de l'administration fiscale, les parties s'engagent à ne pas divulguer le présent protocole sans accord réciproque préalable et écrit.

#### **Article 5 : Valeur transactionnelle du présent accord :**

Le présent accord se renferme sur son objet, de commune intention les parties reconnaissent que le présent accord vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil.

Conformément à l'article 2052 du code civil, la transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

En conséquence les parties renoncent sous réserve de la parfaite exécution du présent accord à toute action ou instance de quelque nature que ce soit et ainsi renoncent à réclamer toutes sommes, indemnités, ou droits au titre du contentieux précité.

**Fait en 3 exemplaires originaux dont un pour chaque partie,**

*Parapher chaque bas de page en y portant ses initiales.*

*Porter la mention manuscrite « lu et approuvé » - « bon pour accord transactionnel et renonciation sans réserve ».*

**Fait à...**

**Le ....**

**Monsieur Sébastien ROUGEAUX**

**La METROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE (TPM) son  
représentant dûment habilité**

**Jean-Pierre GIRAN**

**Président de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée**



## KCK SERVICES

438 CHEMIN DU MOULIN  
83790 PIGNANS  
FRANCE  
Email : kckservices@hotmail.com  
Tel : 0681044936

### Adresse de livraison

**Sébastien ROUGEAUX**  
1 Rue du Rubis  
83260 La Crau  
FRANCE

### Adresse de facturation

**Sébastien ROUGEAUX**  
1 Rue du Rubis  
83260 La Crau  
FRANCE  
TVA Intracommunautaire :

## DEVIS

N° DEV-038

Date commerciale 08/05/2024

**Expire le 08/07/2024**

**Comptant**

Désignation	Qté.	Prix unitaire HT	Montant HT
<b>002 Déplacement</b> Déplacement catégorie 2	4	25,00 € /transport	100,00 €
<b>803 Enduit clôture</b> Mo + fourniture matériaux, enduit de clôture ton Ocre	1	480,00 € /jour	480,00 €
<b>1300 Forfait Démolition et évacuation</b> enlèvement ancienne clôture, démolition du muret existant, évacuations des déchets de démolition.	1	450,00 € /jour	450,00 €
<b>809 Réfection clôture</b> Réfection de clôture avec renfort béton- ferraille (MO + fourniture)	1	1 700,00 € /jour	1 700,00 €
<b>400 Boîte à lettres</b> Forfait acheminement/fourniture boîte à lettres standard grand format avec installation.	1	168,00 € /jour	168,00 €
<b>816 Fixation Portail</b> Dépose de portail avec reprise de maçonnerie, réglage et fixation.	1	400,00 € /quantité	400,00 €
<b>Total HT</b>			<b>3 298,00 €</b>
<b>Total TTC</b>			<b>3 298,00 €</b>



# VEGETECH

LES TECHNICIENS DU JARDIN

Karine et Olivier PANCHAUD  
33, chemin de la Source  
83 260 LA CRAU

Tél : 04 94 03 09 23 - Fax : 04 94 03 45 07  
Karine : 06 61 16 24 88 - Olivier : 06 20 82 62 31

www.vegetech-jardins.com  
e-mail : infos@vegetech-jardins.com

**Facture** page 1/  
N° Facture : F 2024 09 11438 du 24/09/2024  
Règlement à réception - Echéance le 02/10/2024

**S.A. PACIFICA**  
TSA 60453  
92000 NANTERRE CÉDEX 9

Expertise d'arbre						
Description			TVA	Qté	PU HT	Total HT
Étude d'un pin dans le cadre d'un contentieux						
<b>V/Ref.</b> Dossier C7010122907SJ3/RQU M. Rougeaux/TPM <b>Espèce étudiée:</b> <i>Pinus pinea</i> <b>Adresse:</b> 1, rue du Rubis - 83260 La Crau (M. Rougeaux) / domaine public contigu (TPM) <b>Date de l'étude:</b> 19 juillet 2024 <b>Contenu de l'étude:</b> - déplacement d'un expert sur site - observations de terrain - exploration du système racinaire superficiel - interprétation des données - conclusions, rédaction d'un rapport <b>Prix forfaitaire</b>			20,00%	1	350,00 €	350,00 €
<b>Règlements &amp; acomptes</b>			<b>HT 20%</b>	350,00 €	<b>TVA 20%</b>	70,00 €
<b>Date</b>	<b>Mode</b>	<b>Banque</b>	<b>Réf.</b>	<b>Montant</b>	<b>HT 10%</b>	<b>Total HT</b>
						350,00 €
						<b>Total TVA</b>
						70,00 €
						<b>Total TTC</b>
						420,00 €
						<b>Acomptes</b>
						<b>Net à régler</b>
						420,00 €
<b>Total règlements</b>						

E.I. Olivier PANCHAUD - VEGETECH Code NAF : 8130Z - SIRET : 434 126 868 000 42 - R.M. 8301 - RCS : Toulon A 434 126 868 - TVA intracommunautaire: FR 20 434 126 868  
Agrément pour l'application de produits phytosanitaires et distribution de produits phytosanitaires de biocontrôle à usage professionnel n° PA00695  
Assurance responsabilité civile N°AT039889 auprès de GENERALI  
Acceptant le règlement des sommes dues par chèques libellés à son nom, en sa qualité de membre d'un centre de gestion agréé par l'administration fiscale.

